



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le lundi 13 mars 2006**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

<b>Taux d'utilisation de la capacité industrielle</b> , quatrième trimestre de 2005	2
L'utilisation de la capacité industrielle ne s'est accrue que légèrement durant les trois derniers mois de 2005, malgré la vigueur des exportations et des dépenses personnelles.	
<b>Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises</b> , 2004	5
En 2004, pour la première fois en quatre ans, les entreprises canadiennes ont augmenté leur dette totale envers les principaux fournisseurs commerciaux, les grands emprunteurs ayant été responsables d'une grande part de l'augmentation.	
Prix des produits agricoles, janvier 2006	7
Indice des prix des logiciels commerciaux, janvier 2006	7
Statistiques laitières, janvier 2006	7
<b>Nouveaux produits</b>	8

---



## Communiqués

### Taux d'utilisation de la capacité industrielle

Quatrième trimestre de 2005

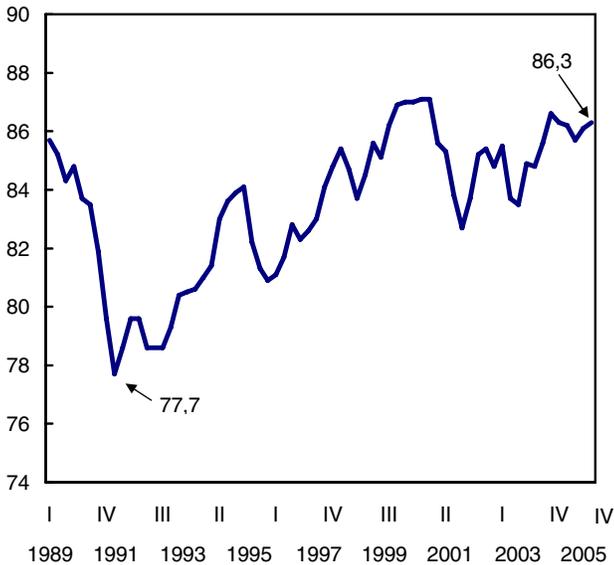
L'utilisation de la capacité industrielle ne s'est accrue que légèrement durant les trois derniers mois de 2005, malgré la vigueur des exportations et des dépenses personnelles. L'accroissement de la demande internationale a particulièrement favorisé les industries productrices de biens durables, alors que la hausse de la demande intérieure a été en grande partie comblée par les importations.

Les industries ont terminé l'année en utilisant 86,3 % de leur capacité par rapport à 86,1 % au troisième trimestre. Cette faible hausse a situé le taux actuel à 1,3 point de pourcentage en deça du sommet de 87,6 % atteint au premier trimestre de 1988.

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Les taux ont été révisés rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2003 pour y intégrer les données d'origine révisées.

#### Légère hausse de l'utilisation de la capacité

% (taux d'utilisation de la capacité)



La demande étrangère pour les biens durables, et en particulier pour les véhicules automobiles, a

fortement contribué à la hausse de l'utilisation de la capacité dans le secteur de la fabrication. Les fabricants ne prévoient toutefois pas d'ajout significatif à leur capacité de production en 2006.

L'enquête sur les perspectives des investissements privés et publics de 2006 a indiqué que les fabricants ne prévoient qu'une modeste hausse de 3,4 % de l'investissement en 2006. La quasi-totalité de cette hausse se fera en construction d'usines, alors que l'investissement en machines et matériel se maintiendra à son niveau de 2005. Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de janvier 2006, les fabricants ne s'attendent pas à augmenter leur production durant les trois premiers mois de l'année.

Les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz et de la construction ont aussi contribué à la progression du taux au quatrième trimestre, quoique la hausse de la production de ces secteurs ait été en partie absorbée par l'accroissement de la capacité de production.

Les sociétés pétrolières et gazières ont tiré parti des prix élevés du pétrole et du gaz naturel, et leurs bénéfices ont connu un essor important en 2005. La vigueur de l'emploi s'est poursuivie dans le secteur de la construction, et l'investissement s'est accru de 6,0 % en 2005.

Ayant moins utilisé leur capacité de production, les secteurs de la foresterie et de l'exploitation forestière, des mines et de l'énergie électrique ont ralenti la progression du taux d'octobre à décembre.

Le taux annuel moyen pour 2005 s'est établi à 86,1 %, en légère hausse par rapport au taux annuel moyen de 85,8 % de 2004. Malgré le maintien de ces taux élevés depuis deux ans, l'inflation est demeurée relativement stable. L'indice des prix à la consommation (sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada) a augmenté de 1,7 % entre janvier 2005 et janvier 2006.

#### Les biens durables stimulent le secteur de la fabrication

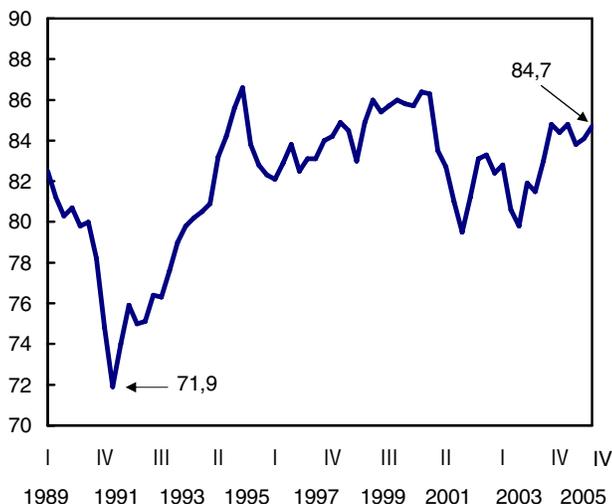
Les fabricants ont utilisé 84,7 % de leur capacité de production au quatrième trimestre, en hausse par rapport à 84,1 % au trimestre précédent. La majorité des industries productrices de biens durables ont affiché une progression de leur taux, alors que les industries productrices de biens non durables ont généralement affiché un déclin.

Les industries de la fabrication de matériel de transport, de machines, de produits de plastique

et de caoutchouc, et de produits métalliques ont particulièrement contribué à la hausse du taux dans le secteur de la fabrication. Par ailleurs, les industries de la fabrication de produits en bois, de produits chimiques et d'aliments ont réduit leur utilisation de la capacité au quatrième trimestre.

### Augmentation du rythme de l'utilisation de la capacité dans le secteur de la fabrication

% (taux d'utilisation de la capacité)



Dans l'industrie de la fabrication du matériel de transport, l'utilisation de la capacité est passée de 88,3 % à 90,7 %. Les fabricants de véhicules automobiles, qui ont augmenté leur production de 5,3 % afin de répondre à la demande croissante américaine, ont largement contribué aux bons résultats affichés par cette industrie.

L'utilisation de la capacité des fabricants de machines a fait un bond de 4,9 points pour atteindre 89,2 %. Il s'agit du taux le plus élevé affiché par cette industrie depuis le quatrième trimestre de 1997, alors que le taux s'était fixé à 90,2 %. Les exportations de machines ont fortement augmenté d'octobre à décembre 2005, et la production s'est accrue de 5,5 %.

La production de produits de plastique et de caoutchouc a progressé de 4,0 % au quatrième trimestre, toutes les composantes principales de ce groupe, à l'exception des fabricants de pneus, ayant augmenté leur production. Par conséquent, le taux de cette industrie a atteint 91,1 %, en hausse comparativement à 87,3 % au trimestre précédent.

Après deux baisses trimestrielles consécutives, l'utilisation de la capacité s'est accrue dans l'industrie de la fabrication de produits métalliques, le taux étant

passé de 78,5 % à 80,9 %. La hausse de 3,1 % de la production de produits d'architectures et d'éléments de charpentes métalliques a fortement contribué à cette augmentation.

L'utilisation de la capacité des fabricants de produits en bois a reculé de 2,8 points pour se fixer à 84,8 %. Ce quatrième déclin trimestriel d'affilée a situé le taux annuel moyen de 2005 à 89,3 %, en baisse comparativement au taux annuel moyen de 92,1 % affiché en 2004. La baisse de la production de la majorité des composantes principales de cette industrie, et en particulier des scieries, est à l'origine du fléchissement du taux au quatrième trimestre.

Les fabricants de produits chimiques ont fonctionné à 79,9 % de leur capacité au quatrième trimestre, en baisse comparativement à 81,4 % au trimestre précédent. Les fabricants de produits pharmaceutiques et de médicaments, qui ont enregistré un déclin de production de 3,8 %, ont particulièrement contribué à la compression de la production de produits chimiques.

Les fabricants d'aliments ont moins utilisé leur capacité de production au quatrième trimestre, leur taux étant passé de 80,8 % à 79,8 %. Un déclin de la production de la majorité des composantes principales de ce groupe est à l'origine de la diminution de 0,4 % de la production de cette industrie.

### Évolution en dents de scie des autres secteurs

Dans le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière, l'utilisation de la capacité a dégringolé de 13,6 points pour se fixer à 80,9 %. La production de ce secteur a reculé de 12,4 % au quatrième trimestre.

Dans le secteur des mines, le taux est passé de 98,3 % à 93,7 %, annulant complètement les hausses affichées au troisième trimestre. Le recul de 11,0 % de la production des mines de minerais métalliques a largement contribué au déclin de la production minière.

Le temps doux d'octobre à décembre a réduit la demande d'électricité, et la production du secteur de l'énergie électrique a fléchi de 0,9 % au quatrième trimestre. Par conséquent, l'utilisation de la capacité de ce secteur est passée de 89,2 % à 88,0 %.

Le taux a progressé de 1,7 point pour atteindre 84,5 % dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. Le déclin de la production de gaz naturel n'a pu faire contrepoids à l'accroissement de la production de pétrole brut. Par conséquent, la production de ce secteur a augmenté de 3,0 %.

Dans le secteur de la construction, la production a augmenté de 2,2 %, et le taux de capacité s'est établi à 88,9 %, en hausse comparativement à 88,3 % au trimestre précédent.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 028-0002.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2821.**

Les données du premier trimestre de 2006 sur les taux d'utilisation de la capacité industrielle seront diffusées le 12 juin.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mychèle Gagnon au (613) 951-0994 ou avec Richard Landry au (613) 951-2579, Division de l'investissement et du stock de capital.

**Taux d'utilisation de la capacité industrielle**

	Troisième trimestre de 2005 <sup>r</sup>	Quatrième trimestre de 2005	Troisième au quatrième trimestre de 2005	2004 <sup>r</sup>	2005	2004 à 2005
	var. en points de %			Moyenne annuelle		
						var. en points de %
<b>Total industriel</b>	<b>86,1</b>	<b>86,3</b>	<b>0,2</b>	<b>85,8</b>	<b>86,1</b>	<b>0,3</b>
Foresterie et exploitation forestière	94,5	80,9	-13,6	92,9	88,2	-4,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	89,0	88,2	-0,8	90,4	87,8	-2,6
Extraction de pétrole et de gaz	82,8	84,5	1,7	87,2	83,3	-3,9
Mines	98,3	93,7	-4,6	95,2	94,6	-0,6
Production, transport et distribution d'électricité	89,2	88,0	-1,2	85,3	88,7	3,4
Construction	88,3	88,9	0,6	90,0	88,7	-1,3
Fabrication	84,1	84,7	0,6	83,4	84,4	1,0
Aliments	80,8	79,8	-1,0	79,1	80,7	1,6
Boissons et produits du tabac	78,1	76,5	-1,6	75,8	76,9	1,1
Boissons	82,2	81,3	-0,9	79,3	80,9	1,6
Tabac	65,8	62,1	-3,7	65,4	64,9	-0,5
Usines de textiles	79,2	77,0	-2,2	76,6	78,7	2,1
Usines de produits textiles	79,9	78,1	-1,8	80,9	80,2	-0,7
Vêtements	76,3	77,4	1,1	79,5	75,3	-4,2
Produits en cuir et produits analogues	66,7	66,5	-0,2	72,0	68,5	-3,5
Produits en bois	87,6	84,8	-2,8	92,1	89,3	-2,8
Papier	89,8	89,9	0,1	91,1	90,1	-1,0
Impression et activités connexes de soutien	77,2	76,3	-0,9	74,4	75,2	0,8
Produits du pétrole et du charbon	90,8	89,6	-1,2	93,9	91,9	-2,0
Produits chimiques	81,4	79,9	-1,5	81,5	80,5	-1,0
Produits en caoutchouc et en plastique	87,3	91,1	3,8	89,9	88,6	-1,3
Produits en plastique	86,3	91,0	4,7	90,1	88,0	-2,1
Produits en caoutchouc	90,8	91,5	0,7	89,2	90,7	1,5
Produits minéraux non métalliques	84,9	88,8	3,9	84,2	87,4	3,2
Première transformation des métaux	92,3	93,8	1,5	91,8	91,1	-0,7
Produits métalliques	78,5	80,9	2,4	79,8	81,2	1,4
Machines	84,3	89,2	4,9	80,8	85,6	4,8
Produits informatiques et électroniques	86,1	85,2	-0,9	80,8	85,5	4,7
Matériel, appareils et composants électriques	74,0	74,3	0,3	77,3	75,3	-2,0
Matériel de transport	88,3	90,7	2,4	85,0	87,9	2,9
Meubles et produits connexes	80,4	79,6	-0,8	79,3	81,2	1,9
Activités diverses de fabrication	83,2	77,2	-6,0	81,2	82,1	0,9

<sup>r</sup> Données révisées.

## Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises

2004

En 2004, pour la première fois en quatre ans, les entreprises canadiennes ont augmenté leur dette totale envers les principaux fournisseurs commerciaux de financement, les grands emprunteurs ayant été responsables d'une grande part de l'augmentation.

Au 31 décembre 2004, ces fournisseurs, notamment les banques, les sociétés de financement et les sociétés d'assurances, ont déclaré que leurs clients d'affaires leur devaient 371,4 milliards de dollars, soit 3,3 % de plus qu'en 2003. Cette dette a été essentiellement sous forme de prêts, de prêts hypothécaires et de marges de crédit.

Les grandes entreprises (celles dont le crédit autorisé dépasse 5 millions de dollars) ont été responsables de la vaste majorité de l'augmentation. Cela reflète une année de croissance économique importante caractérisée à la fois par une augmentation de la valeur du dollar canadien et par l'accroissement du volume des exportations.

En outre, la faiblesse record des taux d'intérêt, l'accroissement des prix des produits de base et l'augmentation des dépenses d'investissement ont pu stimuler les besoins de financement des entreprises.

Ces grandes entreprises ont eu un endettement total de 190,5 milliards de dollars, en hausse de 6,0 % par rapport à l'année précédente. Elles ont représenté un peu plus de la moitié de l'encours de la dette à l'échelle nationale.

Les petits emprunteurs, ceux dont le crédit autorisé est de moins de 1 million de dollars, ont maintenu un endettement relativement stable. Leur dette totale s'est élevée à 99,0 millions de dollars, soit un léger recul de 0,6 %.

Les taux de perte ont baissé dans la plupart des tranches de crédit autorisé, les plus faibles étant déclarés pour les entreprises ayant le plus de crédit autorisé.

### Les banques canadiennes maintiennent leur part de marché

En 2004, les banques canadiennes, qui constituent les principaux fournisseurs de financement par emprunt à l'ensemble des entreprises canadiennes, ont augmenté de 5,5 milliards de dollars l'encours de crédit des entreprises canadiennes, ce qui constitue la première augmentation de valeur déclarée depuis 2000.

Les banques canadiennes ont détenu 196,0 milliards de dollars de la dette totale

#### Note aux lecteurs

Statistique Canada mène l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises en collaboration avec Industrie Canada et le ministère des Finances, dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le financement des petites et moyennes entreprises.

Étant donné que la plupart des fournisseurs de services de financement ne recueillent pas de données sur l'effectif de leurs clients d'affaires, on leur a demandé de regrouper ces derniers selon l'importance du montant autorisé, c'est-à-dire le montant maximal que ces clients étaient autorisés à emprunter. Il est à noter que l'importance du montant autorisé est utilisée dans cette enquête à la place de la taille de l'entreprise parce qu'on ne dispose pas d'indicateurs d'effectif.

L'enquête a été fondée sur un recensement d'entreprises de certaines branches du secteur financier et de celui de la location à bail, y compris des entreprises d'État, dont l'actif s'élevait à 5 millions de dollars ou plus. Sont exclus de l'enquête les administrations publiques, les organismes privés sans but lucratif, les fournisseurs de financement informel, par exemple les investisseurs providentiels et les membres de la famille, ainsi que les fournisseurs de financement étrangers.

Les **banques canadiennes** comprennent les six grandes banques canadiennes et plusieurs banques plus petites, conformément à la définition du Bureau du surintendant des institutions financières.

Les **autres banques** comprennent les banques étrangères, les sociétés de fiducie et toutes les autres institutions de dépôts, à l'exception des **coopératives de crédit** et des **caisses populaires**, qui sont incluses dans leur propre catégorie.

Les **sociétés de financement** comprennent les entreprises qui n'acceptent pas de dépôts et qui fournissent du financement à d'autres entreprises, souvent pour l'achat de biens et services. Il s'agit souvent de financement par emprunt, mais les entreprises qui achètent des comptes débiteurs, ou qui fournissent du financement par emprunt et qui exercent des opérations de crédit-bail, sont aussi incluses. Il s'agit notamment des sociétés de crédit de fabricants de véhicules et d'équipement, de sociétés d'affacturage et de nombreuses entreprises publiques. Les entreprises qui exercent uniquement des opérations de crédit-bail sont généralement classées comme sociétés de crédit-bail.

Les **gestionnaires de portefeuilles**, les **sociétés de capital de risque** et les **fonds fiduciaires** comprennent les entreprises qui ont pour activité principale la gestion ou l'investissement de fonds communs d'actifs. Il s'agit notamment de sociétés de fonds communs de placement, de conseillers en placements, de sociétés de capital de risque, de fonds de capital de risque de travailleurs, de fonds communs de placement et de fonds distincts.

Les **sociétés d'assurances** comprennent les assureurs-vie, les assureurs de soins médicaux, ainsi que les sociétés d'assurances de biens et de risques divers, et les réassureurs.

Les **sociétés de crédit-bail** comprennent les entreprises qui exercent des activités de crédit-bail, généralement pour l'achat de véhicules ou d'équipement.

en 2004, leur part dépassant tout juste la moitié (52,8 %) du marché du financement des entreprises. Cette proportion est demeurée au niveau atteint en 2003, ce qui met fin à trois ans de recul de la part de marché détenue par les banques.

Un peu plus des trois quarts (77,5 %) du portefeuille de prêts des banques ont été au profit des sociétés dont le crédit autorisé était de 1 million de dollars ou plus.

Les sociétés de financement et les coopératives de crédit ont, dans les deux cas, vu progresser leur part de marché. Les sociétés de financement ont connu un léger déplacement de leur portefeuille de prêts, les petits emprunteurs ayant perdu de leur importance au profit des entreprises dont le crédit autorisé dépassait le million de dollars.

À l'inverse, les sociétés d'assurances, qui traitent presque exclusivement avec les plus grands emprunteurs, ont perdu de leur part de marché, leur encours du crédit ayant reculé au niveau atteint en 2002 par rapport au sommet de 41,0 milliards de dollars atteint en 2003.

Les gestionnaires de portefeuille ont aussi perdu du terrain après avoir détenu 2,7 % du marché pendant trois années consécutives. Ils ont déclaré pour 7,3 milliards de dollars d'encours de crédit en 2004.

### La croissance du crédit-bail est dominée par les sociétés de financement

La valeur totale du financement en crédit-bail a augmenté légèrement et a atteint 22,1 milliards de

dollars, conséquence d'une progression de l'activité de crédit-bail dans les sociétés de financement.

Les sociétés de financement ont dominé cette activité, celles-ci ayant représenté presque les deux tiers du marché. Elles ont fait état d'un bond de 21,3 % de l'encours de crédit-bail en 2004, surtout au chapitre des contrats de crédit-bail pour les véhicules utilitaires. C'est un service que les banques canadiennes n'ont pas le droit d'offrir.

La *Loi sur les banques* interdit aux banques canadiennes de se livrer à une activité de crédit-bail sur des biens personnels, le crédit-bail sur véhicules automobiles étant un exemple de celle-ci.

Les banques canadiennes ont représenté 14,1 % de l'encours total de crédit-bail, en baisse par rapport à 20,1 % l'année précédente.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2514.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Johanne Desjardins au (613) 951-2651 ([johanne.desjardins@statcan.ca](mailto:johanne.desjardins@statcan.ca)), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

### Valeur totale des prêts accordés au 31 décembre

Montant autorisé	2001	2002	2003	2004	2001 à 2002	2002 à 2003	2003 à 2004
	en milliards de dollars				var. en %		
Inférieur à 1 000 000 \$	94,8	97,2	99,6	99,0	2,5	2,5	-0,6
1 000 000 \$ à 4 999 999 \$	74,6	74,1	80,2	81,8	-1,0	8,2	1,9
5 000 000 \$ et plus	192,3	190,2	179,7	190,5	-1,0	-5,5	6,0
<b>Total</b>	<b>361,7</b>	<b>361,5</b>	<b>359,5</b>	<b>371,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>3,3</b>

### Valeur totale des prêts accordés au 31 décembre

Type de fournisseur	2001	2002	2003	2004
	part en %			
Banques canadiennes	55,4	54,2	52,8	52,8
Sociétés de financement	10,7	11,7	11,3	12,9
Autres banques	11,4	11,6	11,7	12,0
Sociétés d'assurances	11,3	10,7	11,5	10,3
Coopératives de crédit	8,2	8,9	9,7	9,9
Gestionnaires de portefeuilles	2,7	2,7	2,7	2,0
Sociétés de crédit-bail	0,3	0,3	0,2	0,1
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

---

## Prix des produits agricoles

Janvier 2006

Il est maintenant possible de connaître les prix que les agriculteurs ont reçus pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les pommes de terre, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers en janvier.

En janvier, le prix du canola au Manitoba s'est situé à 268,12 \$ la tonne métrique, en hausse de 1 % par rapport au mois précédent et de 3 % comparativement à janvier 2005, alors que le prix se situait à 261,48 \$.

Le prix du porc au Québec s'est fixé à 57,78 \$ pour 100 livres en janvier, en baisse de 3 % par rapport au mois précédent et de 25 % par rapport au prix de janvier 2005, alors qu'il s'établissait à 77,41 \$.

Il est possible de consulter les prix de produits agricoles maintenant accessibles dans CANSIM. Plus de 35 produits agricoles sont disponibles par province, certaines séries remontant 20 ans dans le passé.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0043.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 ([marco.morin@statcan.ca](mailto:marco.morin@statcan.ca)), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

## Indice des prix des logiciels commerciaux

Janvier 2006

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement

achetés par les entreprises et les gouvernements. L'IPLC (2001=100) pour janvier est demeuré inchangé par rapport à décembre, s'étant fixé à 70,1.

Cet indice n'est offert qu'à l'échelle du Canada.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.**

Pour plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 ([infounit@statcan.ca](mailto:infounit@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fred Barzyk au (613) 951-2493 ([fred.barzyk@statcan.ca](mailto:fred.barzyk@statcan.ca)), Division des prix. ■

## Statistiques laitières

Janvier 2006 (données provisoires)

Les consommateurs ont acheté 258 200 kilolitres de lait et de crème en janvier, en baisse de 1,8 % par rapport à janvier 2005. Les ventes de lait ont affiché une baisse de 2,2 % par rapport au niveau de l'année précédente, tandis que les ventes de crème ont progressé de 2,8 %.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3430, 3431 et 3432.**

Le numéro du premier trimestre de 2006 de *La revue laitière* (23-001-XIB, 29 \$ / 96 \$) paraîtra en mai.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Mark Elward au (613) 951-8715 ou composez sans frais le 1 800 465-1991, Division de l'agriculture. Télécopieur: (613) 951-3868. ■

---

## Nouveaux produits

---

**Statistiques trimestrielles des télécommunications**, troisième trimestre de 2005, vol. 29, n° 3  
**Numéro au catalogue : 56-002-XIF** (23 \$/43 \$).

**Indices des prix de l'industrie**, janvier 2006, vol. 32, n° 1  
**Numéro au catalogue : 62-011-XIF** (19 \$/175 \$).

**Indices des prix de l'industrie**, janvier 2006, vol. 32, n° 1  
**Numéro au catalogue : 62-011-XPF** (24 \$/233 \$).

**Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe**, 2005  
**Numéro au catalogue : 89-503-XIF** (37 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 9 juin 1997  
Nouvelles versions à 8 h et 13 h

---

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail (par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années).
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement ralentie.

---

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de l'inspecteur général le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

---

**NOUVELLES PARUTIONS** 10



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.